

deep interest in the improvement of the navigation of the Ottawa, and he was satisfied that the policy of the Government in this matter was the correct one. That, as already announced by the Minister of Public Works, was to first improve the navigation between Montreal and Ottawa. The hon. member for South Renfrew had charged the Government with discouraging trade with other countries; but such was not the fact. With regard to the West Indies, he was not aware that there was anything to prevent commerce with these countries.

Mr. McDougall (South Renfrew) said the Government had discouraged trade with other countries when they voted against the proposition to trade directly with other countries.

Hon. Sir Francis Hincks said he did not understand what the hon. gentleman meant. There was nothing to prevent trade with the West Indies.

Hon. Mr. Holton—Will you state what has been done of late years as to suggestions made in the report of the Trade Committee?

Hon. Sir Francis Hincks said the chief object of that report was with reference to postal communication.

Hon. Mr. Holton—Does the Hon. Finance Minister admit that the report of the Commission has fallen still-born? That project, which has been referred to in speeches from the Throne, and which he vaunted as a substitute for Reciprocity has been a failure. (Hear, hear.)

Hon. Sir Francis Hincks said the principal recommendation of the report had reference to postal communication. That subject had engaged the most anxious attention of the Post Office Department since the time of the Commission. But a number of circumstances had intervened to prevent the establishment of a postal communication with the West Indies. The principal of these was the delay of Newfoundland in coming into the Confederation. A scheme of communication with the West Indies had been arranged and would have been established if Newfoundland had entered the Union.

Mr. McDonald (Middlesex West) thought that the eight feet depth of the Erie Canal would be sufficient. It would cost \$32,000,000 to make it ten feet, and not above half that sum to make it eight feet.

[Hon. Sir Francis Hincks—L'hon. sir Francis Hincks.]

Travaux publics. Il dit qu'il s'est toujours intéressé à l'amélioration de la navigation sur la rivière des Outaouais et il croit que la politique du Gouvernement à cet égard est bonne, politique qui est, comme l'a déjà annoncé le ministre des Travaux publics, d'améliorer d'abord la navigation entre Montréal et Ottawa. Le député de Renfrew-Sud a accusé le Gouvernement de décourager le commerce avec les autres pays; mais ce n'est pas le cas. Il dit qu'il ne voit rien qui empêche de faire le commerce avec les Antilles.

M. McDougall (Renfrew-Sud) dit que le Gouvernement a découragé le commerce avec les autres pays lorsqu'il a voté contre la proposition visant à permettre le commerce direct avec les autres pays.

L'honorable sir Francis Hincks dit qu'il ne comprend pas ce que veut dire M. McDougall. Il n'y a rien qui empêche le commerce avec les Antilles.

L'honorable M. Holton demande à l'honorable sir Francis Hincks de dire ce qui est advenu, depuis quelques années, des suggestions faites dans le rapport du Comité sur le Commerce.

L'honorable sir Francis Hincks dit que le sujet principal de ce rapport concernait les communications postales.

L'honorable M. Holton demande si le ministre des Finances admet que le rapport du Comité a été relégué aux oubliettes. Le projet dont on avait fait mention dans les discours du trône et qu'on proposait en remplacement de l'entente de réciprocité, a été un échec. (Bravo!)

L'honorable sir Francis Hincks dit que la principale recommandation du rapport concernait les communications postales et que ce sujet a retenu toute l'attention du ministère des Postes depuis qu'il a pris connaissance du rapport du Comité. Toutefois, un certain nombre de circonstances ont empêché l'établissement de communications postales avec les Antilles, la principale étant le refus de Terre-Neuve de faire partie de la Confédération. Un projet de communication avec les Antilles avait été élaboré et aurait été mis à exécution si la province de Terre-Neuve était entrée dans la Confédération.

M. McDonald (Middlesex-Ouest) pense que huit pieds de profondeur sont suffisants pour le canal Érié. Il en coûterait trente-deux millions de dollars pour creuser un canal de dix pieds de profondeur et pas plus de la moitié de cette somme pour un canal de huit pieds.